

L'Afrique de l'Est au risque de la contagion islamiste ?

> **Antonin TISSERON**, Chercheur associé à l'Institut Thomas More

Alors qu'en Europe l'attention tend à se focaliser sur Al-Qaida au Maghreb islamique, l'Afrique abrite en Somalie un autre foyer du terrorisme islamiste, particulièrement actif ces dernières semaines. Les milices Chabab, affiliées à Al-Qaida et lancées dans une offensive à Mogadiscio, ont revendiqué l'explosion de bombes à Kampala. L'Ouganda est en effet l'un des pays le plus engagé de la région dans la lutte contre les islamistes somaliens. Cependant, il ne pourra répondre seul à un terrorisme dont la dimension régionale dépasse ses capacités.



Dimanche 11 juillet, plusieurs bombes ont explosé dans deux restaurants de Kampala, la capitale de l'Ouganda, où de nombreuses personnes assistaient à la retransmission de la finale du Mondial-2010 de football. Cet acte terroriste, le plus meurtrier depuis 12 ans en Afrique de l'Est, revendiqué par les islamistes somaliens du mouvement Al-Chabab (1), frappe un pays à première vue éloigné de la problématique du terrorisme islamiste.

L'Ouganda, entouré de pays où des conflits couvent depuis longtemps, est un de ces États d'Afrique qui, depuis la signature d'un cessez-le-feu en 2006 entre les rebelles du nord et le gouvernement, semblait connaître une relative stabilité malgré des conflits passés. Les militaires ougandais traquent, avec des soldats de la République démocratique du Congo, du Soudan et de la République centrafricaine, les restes des rebelles de la *Lord's Resistance Army*, mais ces derniers sont cantonnés dans la région frontalière nord. En 2009, 255 de ces rebelles opérant chez les voisins de Kampala auraient déposé les armes et bénéficié de l'amnistie proclamée en 2000. Pourtant, malgré des efforts dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et la constitution d'une unité regroupant des militaires, des policiers et des services de renseignement, le pays fait fonction d'espace de transit et de recrutement pour Al-Qaida (2). En septembre, novembre et décembre 2009, le gouvernement ougandais avait d'ailleurs augmenté son niveau d'alerte et renforcé la sécurité autour des bâtiments gouvernementaux, des centres commerciaux et des grands hôtels.

Quel sens donner aux attentats du 11 juillet ? Frapper peu avant l'organisation de la 15^{ème} session des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine à Kampala imposait à l'ordre du jour la situation en Somalie, une question qui n'était pas initialement au centre des débats (3). Surtout, ces attentats ont été présentés par les islamistes d'Al-Chabab comme un acte de résistance contre un ennemi extérieur : « Nous sommes derrière cette attaque car nous sommes en guerre avec eux [les Ougandais], déclarait le porte-parole Ali Mohamoud Rage devant des journalistes à Mogadiscio, nous poursuivrons les attaques s'ils continuent à tuer notre peuple. C'était une mesure défensive contre les Ougandais qui sont venus dans notre pays et ont tué notre peuple. C'était des représailles à leurs actions ». Les Chabab, qui contrôlent la plus grande partie de la Somalie et ont fait vœu d'allégeance à Al-Qaïda, s'opposent en effet à Mogadiscio aux 6 000

soldats de l'AMISOM (4), force de paix de l'Union africaine chargée de protéger le gouvernement provisoire du président Sharif Cheikh Ahmed. Or l'Ouganda est, avec le Burundi, l'un des deux seuls pays contributeur à l'AMISOM (5). Il forme sur son territoire des soldats somaliens et accueille depuis quelques mois la mission européenne EUTM Somalie (6). Enfin, comme le rappelle Thierry Vircoulon, responsable de l'Afrique centrale au sein de l'International Crisis Group, « les autorités ougandaises sont les meilleures alliées des Américains dans la région » (7). À la suite de l'attentat du 11 juillet, qui a coûté la vie à un américain, le président américain Barak Obama a annoncé que le FBI participerait à l'enquête.

À l'occasion de l'ouverture du sommet de l'Union africaine le 25 juillet, le président de l'Ouganda, Yoweri Museveni a appelé à « agir de concert pour chasser [les terroristes islamistes] d'Afrique ». Cependant, loin des 10 à 20 000 soldats évoqués par Museveni, les chefs d'État africains se sont contentés de décider l'envoi de 2 000 soldats en renforts, fournis essentiellement par l'Ouganda. « Tous les Africains ont compris l'urgence de la situation », avait beau jeu de déclarer Seyoum Mesfin, le ministre éthiopien des affaires étrangères. Derrière les marques de solidarité, rien ne semble vraiment fait pour empêcher la Somalie de basculer totalement sous la coupe d'islamistes radicaux. Les Américains refusent de s'engager autrement qu'en apportant un soutien financier et opérationnel à leurs alliés locaux. L'intervention internationale en Somalie entre 1992 et 1994, marquée notamment par la perte de deux hélicoptères UH-60 des forces spéciales en octobre 1993 et popularisée par le film de Ridley Scott *The Black Hawk Down*, est certes encore dans les mémoires. Mais en privilégiant le recours à des régimes amis combattant pour eux par procuration, les États-Unis adoptent dans la Corne de l'Afrique la même approche que dans le Sahel (8). Quant aux pays voisins de la Somalie, concernés au premier chef, ils demeurent circonspects. Entre 2006 et 2007, l'Éthiopie a déjà tenté sans succès d'installer à Mogadiscio le gouvernement de transition, alors en exil à Baidoa dans le sud-ouest du pays. Le Kenya a pour sa part simplement annoncé un renforcement de la sécurité le long de ses 680 km de frontière avec la Somalie.

Cette attitude contraste avec la dimension régionale du terrorisme islamiste dans l'est de l'Afrique. Les attentats de Kampala ont montré la capacité des islamistes somaliens à frapper à distance de leurs bases. De même, l'origine des suspects arrêtés par les autorités ougandaises accrédite la thèse de réseaux terroristes internationaux liés aux Chabab. Parmi les personnes mises en examen, en sus d'Ougandais et de Somaliens, on compte en effet un Rwandais, un Pakistanais et dix Kenyans. Au sein des pays voisins de la Somalie, mais aussi en Tanzanie et en Ouganda, les recruteurs Chabab peuvent notamment s'appuyer sur l'importante communauté somalie, installée de plus ou moins longue date et dont les déplacements ont été nourris par la guerre civile quasiment ininterrompue depuis 1991. En Ouganda, les anciens combattants islamistes de l'Allied Democratic Forces (ADF) constituent un autre terreau pour les recrutements : si l'ADF a en théorie été dissoute, des rumeurs feraient état d'un rapprochement entre ces islamistes sociaux et Al-Chabab (9). À cela s'ajoute aussi des frontières poreuses dans une région où les possibilités de contrôle, en raison de l'insuffisance des ressources étatiques et des niveaux élevés de corruption, sont limitées.

Les régimes de cette zone géopolitique – Somalie mise à part – ne sont pas encore menacés de guerre civile. Les attentats du 11 juillet, action terroriste contre un pays ennemi, avaient pour objectif de créer un climat de terreur en Ouganda et d'influer sur la politique étrangère de ce pays. En frappant indistinctement les combattants islamistes n'ont pas cherché à renforcer leur cause auprès de la population ougandaise, mais en Somalie. Le risque est donc à court terme de laisser perdurer un sanctuaire pour Al-Qaïda, privée de nombre de ses bases à la suite de la chute du régime taliban en Afghanistan. À plus long terme cependant, ce groupe, qui revendique une affiliation à Al-Qaïda et a importé des techniques d'autres terrains jihadistes comme les attentats-suicides, constitue une menace pour la stabilité de la région. Or sans davantage de coopération régionale dans le domaine sécuritaire et en termes de développement, le ciel s'annonce bien gris dans un orient africain qui pâtit de l'absence de leader régional ou mondial à même de prendre en main une coalition contre le terrorisme que l'Ouganda ne peut – avec le Burundi – assumer seul. Il est révélateur à cet égard de voir que lors du sommet de l'Union

africaine c'est l'Afrique du Sud qui s'est engagée à dépêcher des navires de guerre pour entraver l'entrée d'armes en Somalie....

À l'heure où l'attention des Européens tend à se focaliser sur Al-Qaida au Maghreb islamique – prises d'otages et menaces explicites à l'encontre des Occidentaux y contraignent –, il ne faudrait cependant pas négliger la situation en Somalie et la possible extension du chaos dans de plus larges zones. Tout comme les attentats de Kampala mettent en évidence le rôle névralgique de l'Ouganda dans les efforts de stabilisation de la Communauté internationale, les dernières attaques terroristes de Mogadiscio nous ramènent à la Somalie. La géopolitique étant faite de contrecoups, il est à craindre que les différentes dynamiques terroristes d'Afrique, de la zone sahélo-saharienne à la Corne de l'Afrique ne se renforcent réciproquement.

Antonin TISSERON

(1) L'insurrection islamiste, dirigée par Al-Chabab, cherche à prendre le pouvoir depuis janvier 2007 et le départ des troupes éthiopiennes, qui avaient occupé le pays pendant un an après avoir renversé une autre milice, l'Union des Tribunaux islamiques. La milice armée Al-Chabab, considérée par les États-Unis comme une organisation terroriste, est l'un des groupes islamiste les plus extrémistes de Somalie.

(2) National Counterterrorism Center (États-Unis), *Country Reports on Terrorism 2009*, août 2010, disponible sur <http://www.state.gov/s/ct/rls/crt/>.

(3) Cette réunion s'est déroulée entre les 25 et 27 juillet. Son thème initial était la santé maternelle et infantile et le développement.

(4) L'AMISOM, mise en place le 19 janvier 2007 avec un mandat initial de 6 mois, a pour mission de soutenir les structures du gouvernement somalien (le président somalien, l'islamiste modéré Sharif Ahmed, anciennement à la tête de l'Union des tribunaux islamiques, a été élu par le Parlement somalien le 31 janvier 2009, alors à Djibouti en raison de la situation de guerre civile en Somalie), d'améliorer la sécurité dans le pays, d'entraîner les forces gouvernementales somaliennes et de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire.

(5) Initialement, d'autres pays d'Afrique, comme le Malawi, le Ghana et le Nigéria avaient manifesté le souhait d'envoyer des troupes en Somalie... Cependant, pour des raisons de carences en termes de logistique et de manque de financements, voire pour éviter ce qui s'annonçait l'entrée sur un théâtre de guerre à la suite de menaces de groupes miliciens, finalement seuls l'Ouganda et le Burundi ont armé une AMISOM bien loin des neuf bataillons envisagés initialement (pour des éléments complémentaires, voir : <http://www.africa-union.org/root/au/au/department/psc/amisom/amisom.htm>).

(6) EUTM Somalie, lancée le 7 avril 2010, est une mission militaire de l'Union européenne destinée à compléter la formation dispensée en Ouganda à 2000 recrues somaliennes jusqu'au niveau de la section. Cette mission, prévue pour un an, comprend un peu moins de 150 personnes.

(7) Christophe Châtelot, « L'Ouganda démantèle un réseau chabab responsable des attentats de Kampala », *Le Monde*, 21 août 2010.

(8) Daniel Volman, « AFRICOM: what is it and what will it do? », in *Review of African Political Economy*, 34: 114, décembre 2007, pp. 737–744. Cette stratégie permet notamment d'éviter de nourrir des crispations supplémentaires à l'égard des États-Unis.

(9) Knox Chitiyo, *11/7: The July 2010 Kampala Bombings*, RUSI, 20 juillet 2010, disponible sur <http://www.rusi.org/analysis/commentary/ref:C4C45B35122E02/>.